

cette année. Sauf erreur, si l'on réorganisait le réseau des transports, on trouverait des débouchés aux points de livraison. Lorsque la grève a été déclenchée, il n'y avait pas de céréales sur place, et il a fallu refuser des ventes. Les fermiers sont paralysés par l'inertie du gouvernement qui essaie maintenant de leur en faire payer les conséquences en augmentant le taux des intérêts sur l'argent qu'ils doivent et en essayant de transformer en billet à vue un accord qui existe déjà. On annule l'accord parce que le gouvernement a le pouvoir de le faire, et c'est ce qu'il a toujours voulu—le pouvoir.

Hier encore le député de Crowfoot (M. Horner) demandait comment tout cela avait commencé. Cela a commencé en 1963 lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a prononcé un discours au parti libéral dans l'est, disant que le parti voulait le pouvoir. Le peuple canadien lui a donné ce pouvoir. J'espère que ceux qui se livrent à l'agriculture ont compris le résultat, et je suis certain qu'ils le regrettent. A en juger d'après les coupons que je reçois chaque jour, les anciens partisans du gouvernement ont changé d'opinion. Je doute fort qu'un libéral, même le ministre, puisse gagner le moindre concours de popularité dans l'Ouest à l'heure actuelle. Je sais ce qui est arrivé au ministre de l'Agriculture (M. Olson) dans sa circonscription du sud-ouest de l'Alberta, car je reçois beaucoup de lettres de ses propres commettants me demandant de m'élever contre la loi qu'il essaie de nous faire adopter.

Tout ce que je veux dire, monsieur l'Orateur, c'est que le gouvernement fait des pieds et des mains pour détruire l'agriculture et j'aimerais savoir pourquoi. On me dit qu'il se fonde sur l'analyse voulant que sur les 430,000 agriculteurs canadiens, 200,000 sont de trop. Les associations et les économistes agricoles en arrivent à la conclusion que la politique gouvernementale—j'ai déjà déclaré que sa politique en est une de réduction—ne vise pas à accroître la productivité de ces 200,000 cultivateurs, mais bien à leur faire abandonner l'agriculture.

Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que si vous avez entendu tous les arguments et que vous écoutez les autres qui seront présentés quand la Chambre sera saisie de ces bills agricoles, vous comprendrez que c'est là la raison pour laquelle le gouvernement prend ces mesures à l'heure actuelle. Je ne reproche pas au ministre ce qu'il fait à l'agriculture, pas plus que je ne reproche au ministre de l'Agriculture ce qu'il a fait, parce que je crois qu'ils ne sont tous deux que des marionnettes; ils ne font même pas de bons hommes de paille. Tout revient à la pensée du premier ministre. A propos du premier ministre, je crois pas qu'il ait menti, mais il nous a fallu beaucoup de temps pour comprendre ce qu'il voulait dire. A Toronto, dans une assemblée où il tentait d'expliquer le Livre blanc sur la réforme fiscale, voici ce qu'il a dit:

Nous ne nous laisserons ni intimider ni soumettre au chantage par des accusations et des menaces hystériques. De telles tactiques ne nous détourneront pas de l'objectif fondamental de notre réforme. Notre Livre blanc de plusieurs façons inspire un nouveau concept de gouvernement pour le Canada.

Il a fidèlement suivi cette voie depuis. Quel est ce nouveau concept de gouvernement pour le Canada? La population a sûrement le droit de savoir et n'a pas à se faire bernier comme on tente de le faire au moyen de cette loi de rapiéçage, cette loi destructrice que le ministre essaie de faire adopter à l'égard de l'agriculture.

N'oublions pas que le moyen le plus rapide pour obliger les agriculteurs à quitter la terre consiste à leur retirer les fonds de roulement dont ils disposent, et c'est là, à mon avis, l'objectif du projet de loi.

• (5.10 p.m.)

Le projet de loi précise que l'intérêt sera compté à partir du premier jour du prêt, du jour même où il est accordé. L'ancienne loi prévoyait un délai de grâce pendant lequel on ne comptait aucun intérêt. On a changé cela. Comme l'a si bien dit un de mes collègues, le gouvernement s'efforce d'obliger les cultivateurs à quitter leurs terres au nom de la loi. Il se débrouille assez bien. Voilà ce qui se passe; c'est ce que veut le gouvernement. Comme l'a dit le premier ministre, nous avons besoin d'un nouveau concept de gouvernement au Canada. Quel est donc ce nouveau concept? J'ai ma petite idée et ce doit être la bonne. C'est un concept de dirigisme gouvernemental, étatique, social, appelez-le comme vous le voudrez. Bref, c'est du dirigisme.

Le député de Battle River (M. Downey) a dit, sans toutefois traiter du sujet de la même manière que moi, que le gouvernement force les cultivateurs à abandonner l'agriculture. J'aurais aimé être assis près du député lorsqu'il a parlé; je lui aurais dit que c'est précisément ce que le gouvernement cherche à faire. C'est l'objectif qu'il s'est proposé. Il tente d'obliger 200,000 fermiers à quitter la terre, et il y réussit. Le ministre a essayé de reprendre le député de Battle River, lui disant qu'il ne comprenait pas la situation. Pour ma part, je dirais au ministre que nous ne comprenons certes pas sa philosophie ou celle du gouvernement. Lorsqu'il retournera à sa circonscription des Prairies, il aura du mal à la faire comprendre à ceux qu'il représente. Bien des choses ont changé depuis son arrivée à la Chambre.

Parlons maintenant du revenu du cultivateur. D'après le Bureau fédéral de la statistique, au moins 85 p. 100 de son revenu est consacré aux frais d'exploitation de son entreprise. Si cette mesure est adoptée, ses frais d'exploitation vont encore augmenter d'un certain pourcentage, et il ne lui restera que 12 ou 13 p. 100 de son revenu brut pour exploiter sa ferme. Les cultivateurs vous diront que cela ne peut se faire aujourd'hui. Leur revenu brut n'est pas assez important, et la raison est attribuable à l'inertie du gouvernement, ou à une activité mal orientée. J'estime que le gouvernement devrait déployer tous les efforts possibles pour la commercialisation et la production.

M. Horner: Bravo!

M. McIntosh: N'est-il pas étrange qu'en ces dernières années, le Canada, qui est doté de grandes prairies et dont le potentiel est immense, avec ses régions orientales et septentrionales, soit devenu un importateur de produits agricoles, exception faite du grain. Nos importations ont dépassé nos exportations. Le revenu net de l'industrie bovine a été de plus de 1 milliard de dollars, et pourtant les chiffres les plus récents que j'ai concernant les importations et les exportations laissent entendre qu'en 1968, le Canada a importé des produits agricoles pour une valeur dépassant 1 milliard de dollars. Cela me semble ridicule. Il est ridicule qu'un pays comme le Canada, avec une